

Gestion de l'eau à Bruxelles : moins de « technicisation » pour plus

Construire une position pour une politique durable de l'eau et lui rendre la visibilité qu'elle mérite : tel est le travail d'une « autre » gestion de l'eau. Son originalité ? Il parie sur la participation citoyenne comme antidote à la gestion

La Seine à Paris, la Tamise à Londres... Et à Bruxelles? Une autre Senne. Non, pas le grand canal qui coupe la ville en deux ! Mais une rivière bucolique. Du moins en amont. Car dans la capitale, on assiste à une autre scène. La rivière et ses affluents ont été recouverts fin du XIX^e siècle. Égouts à ciel ouvert, ils ont été cachés des regards et éloignés des nez. Depuis lors, la Senne et ses acolytes coulent discrètement, sous nos pieds, ensevelis sous une couche de voûtes. L'élément naturel « eau » s'est alors fait peu à peu oublier des Bruxellois. Il y a bien le canal, mais malgré quelques initiatives intéressantes¹, il est davantage tourné vers les entreprises, et moins vers les habitants. Pour le reste, l'eau à Bruxelles prend dans un sens la direction des robinets et, dans l'autre, celle de la station d'épuration. Une question de tuyauterie, quoi ! Et si cette ressource n'était pas seulement un objet de consommation jetable ? Si, en l'enfouissant sous nos trottoirs, on avait également retiré l'eau du débat public ?

C'est en substance les questions que soulève un mouvement associatif et militant bruxellois, qui allie citoyens et experts. Plus précisément, il évoque un manque de visibilité de l'eau à Bruxelles et propose une réflexion globale sur sa gestion en tant que « bien commun » non-marchand.

À la source des EGEB

Lancée officiellement en 2011 sous la bannière des « Etats généraux de l'eau de Bruxelles » (EGEB), cette réflexion est le fruit d'une longue construction. « *Les EGEB, c'est avant tout un mouvement d'opinion et de mise en action, né de la société civile* », explique Dominique Nalpas, l'une des chevilles ouvrières du mouvement. Son point de départ, ce sont deux crises. « *La première, en 2001, est liée à la construction d'un bassin d'orage² à Flagey, explique-t-il. Beaucoup de villes, ailleurs en Europe, n'utilisent plus ce type d'installation comme solution aux inondations. Sa mise en place a donc amené des habitants à réfléchir à des solutions alternatives. Ensuite, entre 2009 et 2010, la polémique autour de la station d'épuration de Bruxelles-Nord nous a fortement interpellés. En toile de fond, on assistait au conflit mondialisé entre une gestion publique et privée de l'eau.* »

À cette époque, Aquiris, la société gestionnaire de la station d'épuration de Bruxelles-Nord, issue d'un partenariat public-privé, décidait de cesser le travail de la station pendant plusieurs jours, entraînant une importante pollution de la Senne et d'autres cours d'eau en Flandre. « *Nous souhaitons rendre visible ce conflit en prenant position pour une eau en tant que "bien commun"*, explique Dominique Nalpas. *En effet, nous soutenons l'hypothèse qu'une gestion écologique et décentralisée de cette ressource, supposant une large participation citoyenne, est l'antidote à sa gestion privatisée et à sa marchandisation.* »

Pour que l'eau ait droit de cité

« Participation », le maître mot des EGEB. Mais comment faire pour amener les gens à participer ? D'abord, il faut sensibiliser. Ainsi, d'avril à septembre 2011, un flot d'activités ont été imaginées et organisées par les associations et les habitants : colloques, festival, débats, rencontres, expositions, ateliers d'artistes, promenades...

Les EGEB ont notamment remis en valeur des actions locales, telles que « Maelbeek mon amour », valorisant le tracé d'un ruisseau au fil de plaques d'égout créatives.

Aux commandes de ces événements ? Des collectifs de citoyens, des associations et des experts, sur le même pied. Car il s'agissait aussi de s'appuyer sur des dynamiques locales, l'ancrage des habitants dans leur quartier ou leur vallée, pour ensuite amener les participants à penser l'eau ensemble, dans sa globalité, et à travers ses différents enjeux. De nombreux supports visuels et tactiles, comme des films et des affiches, ont également été portés à l'attention du public. « *Penser l'eau, c'est aussi imaginer une ville avec plus de végétaux et de nature*, explique Dominique Nalpas. *En misant sur l'imaginaire, on pousse à penser au-delà d'une réalité palpable, et l'on donne prise à une transformation possible.* »

Les EGEB ont aussi compté sur la participation de chercheurs, sur



© EGEB

Voici **Super-Désalsphaltico**. Son super-pouvoir? Sensibiliser et inspirer ses contemporains à la lutte contre l'asphaltage, empêchant l'infiltration de l'eau dans le sol et la verdurisation des espaces urbains. Masqué, il s'est promené dans la foule des participants des EGEB, dont il est la mascotte. « Vous pouvez vous sauver vous-même », souffle-t-il à l'oreille des passants. C'est le message des EGEB qui misent sur la participation des citoyens pour une gestion écologique de l'eau à Bruxelles.

Plus de participation

travail d'un mouvement social à Bruxelles qui se mobilise pour la valorisation économique et financière de cette ressource vitale.

la capacité de travail en réseau entre experts et non-experts et sur la valorisation des compétences de chacun, qu'elles soient organisationnelles, testimoniales, artistiques, mobilisatrices, etc. « C'est en s'intéressant à une question qu'on devient expert, pense Cloé Deligne, membre des EGEB. En tant qu'historienne, je m'intéresse au passé, je n'avais donc pas de compétences particulières pour proposer des solutions à la gestion future de l'eau ! »

Un cahier de recommandations

Ce qu'il en ressort ? Non seulement la sensibilisation, l'acquisition de connaissances et le renforcement des possibilités d'actions de chacun, mais aussi un cahier de « Recommandations au Plan de gestion de l'eau (PGE) » de la Région et des « Propositions pour une politique participative de l'eau à Bruxelles ».

Parmi les recommandations, cinq points ont été développés. Premièrement, les EGEB défendent une gestion de l'eau par « bassins versants », ce territoire naturel où les eaux convergent par gravité. « Chaque bassin versant a sa propre dynamique citoyenne et requiert une expertise propre », explique Dominique Nalpas qui plaide pour que la réflexion autour de l'eau se fasse par bassin versant, et non par entité administrative, comme la commune. Deuxièmement, les EGEB soutiennent le concept de « nouvelles rivières urbaines ». « Il s'agit de mesures architecturales qui permettraient d'utiliser l'eau pluviale issue des toitures et des voiries, au lieu de l'envoyer à la station d'épuration, explique Valérie Mahaut, architecte et membre active des EGEB. On donne ainsi de nouveaux usages à l'eau et l'on aménage des espaces pour qu'elle puisse s'écouler plus lentement, s'évaporer, et surtout s'infiltrer dans les sols. » Pour concrétiser cette approche, les EGEB misent sur l'installation de citernes d'orage individuelles, de mares, de bassins secs, de noues³, voire de toitures vertes. « À ce moment-là, le citoyen aura un rôle clé à jouer », pense Dominique Nalpas. Enfin, le mouvement recommande une autre tarification de l'eau et préconise d'aborder la ressource comme un « patrimoine sans frontière » et un « bien géré en commun ».

Ce qui en découle côté politique

Les EGEB ont été soutenus par Bruxelles Environnement (IBGE) et la ministre bruxelloise de l'Environnement, Evelyne Huytebroeck, qui a vu dans cet événement une bonne occasion d'enrichir le processus consultatif du PGE. « Les EGEB ont joué un rôle majeur en rendant un avis, déclare Benoît Hellings, conseiller eau au cabinet de la ministre. Leur réflexion par bassin versant est un apport très clair, et là-dessus nous embrayons totalement, car notre objectif à terme, est de gérer l'eau vallée par vallée ». Toutefois, il reste un pas à franchir entre les idées et la réalité d'un cabinet. « Il faut bien se rendre compte qu'on part de très loin. Bruxelles est une région extrêmement urbanisée, avec un sous-dimensionnement de ses égouts et une quasi-disparition de son réseau hydrographique. » Quant à l'enjeu de la privatisation de l'eau, le cabinet se dit convaincu de la nécessité d'une gestion publique de cette ressource et de la reprise par les pouvoirs publics de ce qui est encore géré par le privé, à savoir, les stations d'épuration.

« Dans le cadre de mon travail à Inter-Environnement Bruxelles, je soutiens notamment les démarches de comités de quartiers qui réagissent lors d'une enquête publique portant sur un projet d'urbanisme. Avant les EGEB, je connaissais les problèmes liés à l'imperméabilisation des sols, mais je n'avais pas beaucoup de prises sur la question de l'eau. Maintenant, je suis en mesure de dire qu'il existe d'autres manières de créer des quartiers, en les envisageant à travers la question de l'eau et en promouvant des alternatives aux bassins d'orage : un maillage bleu ou les "nouvelles rivières urbaines", par exemple. Reste qu'actuellement un projet d'urbanisme ne va pas être refusé simplement parce qu'il entrave l'écoulement normal de l'eau. Par contre, les communes savent que, dans le cadre de l'urbanisation d'une zone, il faut tenir compte de l'eau. Est-ce qu'elles seront plus attentives à ces questions-là grâce au travail des EGEB et qu'elles mettront en œuvre des projets donnant un autre usage à l'eau ? C'est le pari sur l'avenir que font les EGEB. »

Nicolas Prignot, chargé de mission à Inter-Environnement Bruxelles

Vers une structure d'asbl

D'une initiative citoyenne, les EGEB se sont transformés en mouvement, et depuis le 8 octobre dernier, en asbl. Cette nouvelle structure lui offre une stabilité, mais pose de nouvelles questions. Comment soutenir la structuration d'un mouvement pour qu'il continue d'insuffler une transformation sociétale? Comment mettre en œuvre un projet pilote sans qu'il devienne le jouet de l'administration qui le finance? Une chose est certaine, les EGEB donnent et donneront encore à penser !

Delphine DENOISEUX

Contact: 0498 59 15 50 - www.egeb-sgwb.be

¹ Le concours d'architecture FLOW lancé par la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale en 2008, l'initiative de bateaux-bus sur le canal de l'association « Brussels by Water » en 2009, la récente exposition « Le canal en carte », etc.

² Un bassin d'orage est un dispositif en béton qui recueille les eaux drainées par la voirie lors d'un orage.

³ Une noue est un fossé peu profond et large qui recueille l'eau, soit pour l'évacuer, soit pour permettre son évaporation ou son infiltration sur place.

« J'ai suivi le processus des EGEB à titre de personne intéressée et d'historienne curieuse des processus sociaux. Ce qui m'intéressait, c'était qu'après un siècle et demi de disparition de la question de l'eau à Bruxelles, des citoyens se mobilisent sur sa présence en ville. Ils n'envisageaient pas la question de l'eau comme un mythe, mais de façon bien concrète. »

Chloé Deligne, historienne